

**Parce qu'un "triple A social" est une nécessité sociale et économique absolue ...
Vision sur les Soins, le Bien-être, la Culture, la Formation & l'Emploi**

Les services mis à disposition par les secteurs des soins, du bien-être et de la culture font partie intégrante de nos vies ! Des parents déposant leurs enfants à la crèche ou à l'école, des enfants qui confient leurs parents aux soins ou services à domicile ou à une résidence pour personnes âgées, des donneurs de sang, des amateurs de culture allant au musée, des membres d'un mouvement de jeunesse ou d'un club sportif, chacun de nous lorsqu'il se rend à l'hôpital, Nous en faisons tous usage !

Cela va même plus loin: l'existence de ces services nous semble être devenue une évidence. « *Nous ne réalisons plus assez ce que signifie avoir un besoin d'aide et/ou de soins sans avoir accès au soutien approprié. Cette évidence nous mène à subir passivement les économies que le gouvernement impose à ces services* », rappelle Jan Peers, vice-président de l'Unisoc.

Grand temps de réagir ! Car avant qu'on ne s'en rende compte, la collectivité ne contribue plus au financement de ces services, les rendant accessibles uniquement aux *happy few*. Sans subsides, le coût de ces services excède largement le pouvoir d'achat de la plupart d'entre nous.

L'Unisoc n'abandonne pas !

Les services offerts par les secteurs des soins, du bien-être et de la culture partent des besoins du citoyen et non de sa capacité financière ! Refuser des citoyens socio-économiquement plus faibles et/ou ayant des besoins élevés est inacceptable.

1. L'accessibilité de ces services doit rester garantie grâce à un financement solidaire. La partie à laquelle la personne contribue doit rester abordable, le reste étant couvert par les moyens généraux et sociaux provenant des impôts.
Soutenir les secteurs des soins, du bien-être, de la culture, de la formation et de l'emploi ne constitue pas une dette pour les générations futures, mais bien un investissement solidaire permettant de préserver la cohésion sociale ainsi que de garantir l'émancipation et la qualité de vie des citoyens. A. Cheniaux, président Unisoc
2. Une plus grande autonomie et une plus grande co-autonomie doivent contribuer à améliorer la qualité et l'efficacité des soins, de l'aide et des services. Les soins, l'aide et les services fonctionnent mieux lorsque l'utilisateur, soutenu par son réseau, peut contribuer activement et se voit respecté. Néanmoins, le réseau ne peut remplacer les soins, l'aide et les services professionnels. Une telle situation impliquerait une dérive vers un modèle dans lequel le soutien de structures qualitatives ne constituerait plus une responsabilité politique. Vers un modèle de charité dans lequel les personnes nécessitant des soins ou de l'aide devraient s'estimer 'heureuses' d'avoir un réseau social à même de les aider.

3. Les soins, l'aide et les services sont attentifs aux bénéficiaires et aux résultats. Mais uniquement dans le but de remplir leur mission sociale. Pas pour distribuer les bénéfices ! La non-distribution des bénéfices garantit en outre le respect pour l'intégrité et le bien-être physique, psychique et social du citoyen. La réglementation mise en place par les pouvoirs publics a en effet ses limites. Les règles et les normes prescrites se limitent à des aspects aisément observables (le degré d'encadrement, les horaires, etc.). Le caractère hautement relationnel des soins, de l'aide et des services est par contre bien plus difficile à réglementer. D'où la nécessité du principe de la non-distribution des bénéfices.
4. Un renforcement réciproque et équilibré des pouvoirs publics, du secteur marchand et des secteurs des soins, de l'aide et de la culture doit permettre de construire une société stable, inclusive et saine. Nous devons nous en tenir à ce que nous faisons le mieux et éviter de nous laisser prendre au piège soutirant les activités du secteur qui est pourtant le mieux placé pour les réaliser.
- "I no more want a private [profit] company patrolling my streets that I want a government department growing my cucumbers. And please keep the politicians and the businesspeople at arm's length from the education of our children."
[Ajout personnel] (H. Mintzberg)"
